

# L'Afrique sous la menace d'une « tempête parfaite »

La crise que subit le continent inquiète les participants du 26<sup>e</sup> Davos africain, qui s'ouvre mercredi au Rwanda

JOHANNESBURG -  
correspondant régional

**F**in 2015, le président zambien, Edgar Lungu, ne savait plus à quel saint se vouer pour enrayer la chute libre de la monnaie nationale. Le kwacha venait de perdre la moitié de sa valeur en douze mois, et continuait sa dégringolade. En dernier recours, le chef de l'Etat avait ordonné une journée de prière nationale pour la devise, demandant qu'on ferme « les bars, les boîtes de nuit et tous les lieux de distraction », qu'on annule même les matches de football, pour s'en remettre au Tout-Puissant, afin qu'il vienne en aide à la monnaie nationale en péril.

Ses vœux ont été exaucés, au moins en partie. En 2016, le kwacha a été réévalué par rapport au dollar. La raison n'en est pas divine mais financière : la Zambie a emprunté, quelques mois plus tôt, 1,25 milliard de dollars (846,17 millions d'euros) sur les marchés, dépensés en partie pour soutenir le kwacha. Mais la facture a été salée : le taux de l'émission de l'emprunt souverain a atteint 9,4 %, tiré vers le haut par la chute des cours du cuivre, première source de devises de la Zambie, et la flambée des dépenses publiques. En 2012, lorsque tout semblait sourire au pays, qui affichait 7,3 % de croissance, Lusaka empruntait à un taux inférieur à celui de l'Espagne...

Que s'est-il passé depuis ? Une conjonction de différents facteurs, que plusieurs pays d'Afrique subissent de plein fouet. Une forme de « tempête parfaite » (*perfect storm*), qui fait craindre le retour aux heures sombres, celles du surendettement des années 1980 et

1990, que les participants au 26<sup>e</sup> Forum économique mondial sur l'Afrique, qui devait s'ouvrir

mercredi 11 mai à Kigali (Rwanda), veut à tout prix éviter.

Le mécanisme est connu et ressemble à un cercle vicieux : la baisse des cours des matières premières oblige le pays à contracter des prêts en dollars sur les marchés. Mais les taux de ces emprunts flambent au fur et à mesure que se dégrade la situation économique locale et que les agences dégradent la note souveraine du pays. La devise nationale est alors fortement dévaluée... ce qui rend plus lourd le remboursement en dollars des prêts contractés. Selon les calculs de la coalition Jubilee Debt Campaign, les remboursements du Ghana pourraient passer de 16 % à 23 % des revenus du gouvernement, sur la seule base de la dévaluation de la monnaie locale, le cedi, face au dollar.

## Spirale de surendettement

Les pays les plus touchés, dans leur majorité, sont ceux qui dépendent le plus de leurs exportations de matières premières, comme l'Angola ou le Nigeria. Ce n'est pas une surprise. « Si les prix du pétrole venaient à s'effondrer, l'Angola, le Gabon, le Congo et la Zambie pourraient se heurter à des difficultés dans le remboursement de leurs obligations souveraines », avertissait, dès 2013, lorsque les cours étaient au plus haut, le Prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz. Certains pays, comme la Zambie,

« ont utilisé la dette comme une sorte de revenu », ajoute Ronak Gopaldas, responsable du risque pays à la Rand Merchant Bank.

Il est vrai que la situation se prêtait alors à l'endettement : après la crise financière de 2008, les capitaux étaient disponibles, et de nombreux pays africains venaient de voir leur dette restructurée ou effacée – plus de 100 milliards de dollars à l'échelle mon-

diale, dont le plus gros en Afrique – dans le cadre de l'initiative Pays pauvres très endettés (PPTÉ).

Mais l'euphorie post-crise passée, l'inquiétude gagne désormais les bailleurs, comme les investisseurs, face à la menace d'une nouvelle spirale de surendettement. John Page, ancien chef économiste pour l'Afrique à la Banque mondiale, désormais à la Brookings Institution, assure que ce phénomène « commence à inquiéter les gouverneurs des banques centrales africaines ».

Selon cet expert, « la façon de résoudre ce problème dans un monde de matières premières aux prix déclinants est de tenter de rem-

plir certains des espaces laissés vacants par la Chine, lorsqu'elle abandonne certains secteurs manufacturiers globaux ». Comprenez : les pays africains doivent mener une politique de diversification et d'industrialisation, en même temps qu'une stratégie de « poussée vers l'export », estime M. Page. Alors que la part de l'Afrique dans la production industrielle planétaire était de 3 % en 1970, elle n'est plus que de 2 % en 2013.

D'une manière générale, les pays les plus pénalisés sont en effet les moins diversifiés. « L'Angola n'a pas anticipé la baisse durable des prix du pétrole, ils n'ont pas ouvert leur économie, pas stimulé les autres secteurs. Ils avaient créé un fonds souverain de 5 milliards de dollars, on ne sait pas ce qu'ils en ont fait », résume un grand banquier impliqué dans ce pays. Obligé d'introduire des règles de contrôle des changes, l'Angola a même dû se résoudre à reprendre des relations avec le Fonds monétaire international, où il a été annoncé que la croissance de l'Afrique en 2015 n'a été que de 3 %, contre près de 7 % encore récemment.

« Fondamentalement, on n'est

pas dans un retour aux années 1980 », nuance Aurélien Mali, chef de l'analyse Afrique chez Moody's. Les pays concernés font certes face « à un choc d'une violence extrême, avec la baisse des cours de certaines matières premières, les prix des métaux divisés par deux, le pétrole par trois », mais ils ont un « taux d'endettement moyen encore acceptable, de l'ordre de 40 % ».

L'épreuve en cours peut donc servir de test grandeur nature pour le continent, même si chacune des économies est différente. D'un côté, certains pays ont déjà fait défaut (Mozambique) ou sont en « situation critique » (Ghana, Zambie). De l'autre, des économies, fondées sur d'autres ressources que les mines et les hydrocarbures, sont au contraire en progression nette. Une partie du continent échappe à cette « tempête » de l'endettement, de la dévaluation et de la chute des cours. Ce sont, par exemple, l'Éthiopie, ou surtout la Côte d'Ivoire, dont « on a pu mesurer la force de l'économie agricole », note M. Mali.

Malgré la crise, certains gouvernements bénéficient également d'un nombre croissant de partenaires. « La Chine a changé de stratégie : elle cherche désormais à promouvoir, de manière très volontaire, l'industrialisation. Ils nous approchent pour proposer de réfléchir à des projets communs », explique Martha Stein-Sochas, directrice pour l'Afrique australe du bureau de l'Agence française de développement (AFD). Le Nigeria vient ainsi de signer un accord avec la Chine, source de 70 % de ses importations, pour payer les transactions en renminbi (yuan), sans passer par le dollar. Un moyen pour le pays de desserrer – un peu – l'étreinte monétaire et limiter l'inflation, aujourd'hui supérieure à 12 % par an. ■

JEAN-PHILIPPE RÉMY

# 20 %

C'est le montant, en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), de la perte d'activité engendrée depuis mi-2014 par la baisse des cours des matières premières dans les pays exportateurs de pétrole d'Afrique subsaharienne tels que l'Angola ou le Nigeria, selon le Fonds monétaire international. Un choc d'une si grande ampleur ampute en général le taux de croissance annuel de 3 à 3,5 points de PIB pendant plusieurs années, estime l'institution de Washington dans ses *Perspectives économiques régionales sur l'Afrique subsaharienne* publié en avril. En 2016, ces pays exportateurs d'or noir devraient enregistrer une croissance de 3,2 % seulement, contre 9,2 % par an en moyenne sur la période 2004-2008.

# Les universités américaines misent sur le continent noir

Carnegie Mellon, Harvard ou Wharton lancent ou soutiennent des programmes pour former une élite africaine destinée à rester sur place

KIGALI - envoyée spéciale

La Tower House de Kigali est l'une des têtes de pont de la nouvelle élite africaine. Cet immeuble hérité de l'ancienne compagnie des télécoms du Rwanda abrite depuis 2011 l'unique antenne africaine de l'une des plus prestigieuses universités américaines, la Carnegie Mellon University (CMU). Une aubaine pour ce petit de 12 millions d'habitants qui compte sur « l'économie de la connaissance » pour grandir.

« Nous sommes la seule université d'envergure mondiale implantée en Afrique, avec des professeurs qui vivent à plein temps ici, et une parfaite équivalence avec le programme délivré à Pittsburgh [en Pennsylvanie], souligne fièrement Michel Bézy, le directeur de l'établissement. *Stanford a bien un programme au Ghana, mais les enseignants se contentent de venir quinze jours de temps en temps.* »

Le cursus, prise en charge à 100 % par le gouvernement rwandais,

permet à trente étudiants de décrocher un master en technologies de l'information ou en ingénierie informatique. La troisième promo sera diplômée en juin. « Jusqu'à présent, tous nos étudiants ont trouvé un travail en moins de six mois », se félicite M. Bézy.

Né au Congo, formé en Belgique et aux Etats-Unis, le directeur de l'antenne africaine de la Carnegie Mellon vit à Kigali depuis cinq ans. Sa seule inquiétude ? Que ses meilleurs étudiants s'envolent sous d'autres cieux sitôt leur master en poche. « Je suis écœuré des

*Occidentaux qui prétendent aider l'Afrique et s'empressent de piller ses ressources naturelles, ses plus brillants cerveaux et ses meilleures idées », s'énerve M. Bézy.*

Au Rwanda, un jeune issu de la CMU peut espérer gagner de 7 000 à 8 000 dollars par an (entre 6 100 et 7 000 euros), contre 120 000 à 160 000 dollars en Californie. Esther Kunda, une des étudiantes les plus prometteuses de

l'université, a vu le tapis rouge américain se dérouler sous ses pieds, mais a choisi de rester. « Cette université apporte le monde à Kigali. Les multinationales sont de plus en plus nombreuses à s'installer en Afrique. Pourquoi irai-je ailleurs ?, s'interroge-t-elle. C'est bien plus intéressant d'être ici. Il se passe tant de chose ! » Après avoir travaillé pour Tigo, l'un des géants des télécoms en Afrique, elle a rejoint Intel, qui a conclu un contrat avec le ministère de l'éducation pour aider tous les étudiants à se doter d'un ordinateur portable.

Michel Bézy a conscience que ses étudiants sont « une goutte d'eau dans l'océan ». Mais un projet de grande envergure pourrait changer la donne : l'African Leadership University. Alors que la plupart des cursus en Afrique se focalisent sur le « par cœur », ce programme ambitieux comme la CMU de former une élite créative et pragmatique, armée pour répondre aux problématiques africaines.

## « Une opportunité fantastique »

Un premier campus a ouvert sur l'île Maurice et un deuxième ouvrira en septembre au Rwanda, avec 200 étudiants recrutés sur le continent. La première année, le cursus associe des cours en ligne, créés par les *business school* les plus prestigieuses (Harvard, Wharton), et des sessions de haut niveau, trois fois par an à Kigali. La seconde année, les enseignements sont délivrés par la société de conseil McKinsey. Le panel des enseignants est un mini-Who's Who du continent : on y trouve Donald Ka-

beruka, l'ancien patron de la Banque africaine de développement, Alexander Cummings, l'un des tops managers de Coca-Cola, ou encore Sizwe Nxasana, qui dirigeait la FirstRand (l'une des principales banques sud-africaines) jusqu'en septembre 2015.

Le programme s'adresse à des personnes qui travaillent déjà et ont les moyens de s'offrir ce MBA 2.0. « Ils déboursent 30 000 dol-

lars, soit un dixième du coût d'un MBA classique aux Etats-Unis », indique Fred Swaniker, le fondateur de l'African Leadership University. « Un autre programme, destinés aux étudiants, coûtera entre 7 000 et 10 000 dollars. Pour ceux qui ne pourront pas s'acquitter de cette somme, nous mettrons en place un réseau de sponsors. Il s'agit pour les investisseurs de miser sur un jeune prometteur, et de recevoir 10 % du salaire perçu au début de sa carrière », ajoute ce Ghanéen qui a vécu dans différents pays africains et a fait ses classes à Stanford, en Californie.

Lui ambitionne, avec plusieurs investisseurs de la Silicon Valley, de créer la première « *business school panafricaine* ». Pour créer un réseau de vingt-cinq campus capables de former chacun plusieurs milliers d'étudiants, il a déjà levé 25 millions de dollars et en cherche 100 de plus. Son tour de table a de quoi faire rêver : la famille Oppenheimer (fondateur de De Beers, un conglomérat diamantaire sud-africain), l'un des investisseurs de la première heure de Facebook, et le fonds d'investissement « philanthropique » de Pierre Omidyar, le fondateur d'eBay. Ce dernier a mis 17 millions de dollars dans l'affaire. « C'est une opportunité fantastique de redessiner l'éducation en Afrique », s'enthousiasme Arjuna Costa, l'un des associés d'Omidyar Network, qui a lui-même fait fortune comme banquier à Wall Street. Le fonds sera aux premières loges pour repérer les start-up prometteuses de cette nouvelle élite. ■

CHLOÉ HECKETSWEILER

## « Cette université apporte le monde à Kigali. Pourquoi irais-je ailleurs ? »

ESTHER KUNDA

étudiante à la Carnegie Mellon University de Kigali